

APRÈS L'INTERDICTION AU BRÉSIL

La bataille pour l'interdiction est relancée est relancée dans les pays asiatiques

Une lutte planétaire

L'interdiction de l'amiante au Brésil, a donné un nouvel élan au combat pour l'interdiction mondiale de la fibre tueuse.

Si l'amiante est interdit en Europe, il ne l'est pas en Asie, où des pays comme l'Indonésie, le VietNam ou l'Inde, gros utilisateurs d'amiante chrysotile sont abreuves de propagande mensongère sur l'innocuité de ce poison.

Une lettre ouverte internationale sera adressée à tous les gouvernements d'Asie pour leur demander d'arrêter l'épidémie de cancers évitables qui se prépare.

Elle sera signée par des scientifiques, médecins, chercheurs et responsables d'associations de victimes de tous les continents.

Les marchands de mort reculent, mais ne renoncent pas. Leurs pressions sur des Etats qui avaient annoncé l'interdiction le montre.

La « multinationale des victimes » doit rester mobilisée.

UN APPEL AUX GOUVERNEMENTS D'ASIE « Arrêtez l'épidémie de cancers à venir ! »

Le réseau *Asia Ban Asbestos Network* (ABAN) en coopération avec *Union Aid Abroad* a lancé une **lettre ouverte mondiale** adressée aux gouvernements d'Asie par des scientifiques et des représentants d'organisations de défense des victimes de l'amiante. Son but est d'endiguer l'épidémie de cancers évitables à venir en Asie et de contrer les mensonges et la désinformation de l'industrie de l'amiante.

Le professeur Ken Takahashi, directeur de l'Institut de recherche sur les maladies de l'amiante à Sydney, en Australie a exhorté « *tous les scientifiques, les chercheurs et les médecins à se joindre à nous pour signer ce message crucial aux gouvernements asiatiques* »,

Alors que l'amiante chrysotile est déjà interdit dans plus de 60 pays et que beaucoup d'autres ne l'utilisent plus, plus de 1,5 million de tonnes par an sont encore utilisées dans le monde, principalement en Asie. Et cela en dépit du fait que les organisations mondiales de la santé disent clairement aux gouvernements que le moyen le plus efficace d'éliminer les maladies liées à l'amiante est d'arrêter d'utiliser tous les types d'amiante.

« *Beaucoup de gouvernements en Asie sont bombardés par la désinformation d'une industrie de l'amiante aux abois qui veut protéger son dernier grand marché, l'Asie. Nous encourageons les scientifiques, les médecins et les chercheurs qui sont d'accord avec le contenu de cette lettre à signer et à aider les gouvernements asiatiques à être clairs sur les preuves scientifiques [de la nocivité de l'amiante]* », a déclaré Kate Lee, la directrice d'*Union Aid Abroad-APHEDA*. Il est démontré, depuis des décennies, que tous les types d'amiante causent le cancer parmi les travailleurs, les utilisateurs et les personnes exposées.

« *L'interdiction récente par de grands pays producteurs et exportateurs d'amiante comme le Canada en 2016*

et le Brésil en 2017 montre que nous sommes à un moment décisif pour tous les pays qui utilisent encore cette substance mortelle. La lettre ouverte donne un solide appui scientifique à tous ces efforts », a dit M. Sugio Furuya, secrétaire général du Centre international japonais pour la sécurité et la santé au travail (JICOSH) et coordinateur ABAN.

Les pays et les communautés qui ont été les principaux consommateurs d'amiante chrysotile au siècle dernier, comme les États-Unis, l'Australie, le Japon, la Corée et l'Union européenne, subissent aujourd'hui les terribles conséquences sanitaires, environnementales et économiques.

Plusieurs éminents scientifiques et chercheurs internationaux ont déjà approuvé le contenu de cette lettre ouverte et ont exhorté leurs pairs à la signer.

Pr Ken Takahashi, directeur, Institut de recherche sur les maladies de l'amiante, Concord Clinical School, Université de Sydney

Pr Richard A. Lemen, Ph.D, MSPH, États-Unis Assistant chirurgien général (à la retraite) Contre-amiral, USPHS (Ret.)

Pr Yawen Cheng, ScD, Institut de politique et de ges-

222 000 décès

Une étude épidémiologique mondiale de l'*Institute of Health Metrics and Evaluation*, indique que plus de 222 000 personnes sont mortes dans le monde en 2016 de maladies liées à l'amiante.

C'est l'étude mondiale la plus complète jamais réalisée.



Une affiche d'Industri All

tion de la santé, Collège de santé publique, Université nationale de Taiwan

Pro Ignatius Yu, Président et Président honoraire, Hong Kong Occupational & Environmental Health Academy, Conseiller médical honoraire, Hong Kong Workers 'Health Centre, Professeur honoraire de clinique, JC School of Public Health & Primary Care

Dr Jukka Takala (Professeur auxiliaire), Président, Commission internationale de la santé au travail, CIST

Pr Tim Driscoll, Professeur, Épidémiologie et médecine du travail ; Directeur, Master en santé publique ; Sydney School of Public

Health, Université de Sydney

La lettre (en anglais) a été traduite en 12 langues : bahasa (Indonésie), chinois, hindi, japonais, khmer, laotien, vietnamien, français, portugais, espagnol, ukrainien, russe.

La lettre sera ouverte aux signatures jusqu'au 15 février 2018. Puis elle sera présentée aux gouvernements d'Asie en 2018 pour démontrer qu'il existe des preuves accablantes de l'impact sanitaire, environnemental et économique négatif qu'aurait la prolongation de l'utilisation de l'amiante chrysotile, alors qu'existent des alternatives.

QUI SONT LES INITIATEURS ?

Le réseau asiatique d'interdiction de l'amiante (A-BAN) a été créé en 2009 pour aider divers acteurs du mouvement social à agir sur divers aspects de l'amiante, pour interdire l'amiante et éliminer les maladies et les décès évitables.

L'Union Aid Abroad - L'APHEDA est l'organisation mondiale de juristes du mouvement syndical australien

COMMENT SIGNER LA LETTRE ?

L'Andeva a signé cette lettre et appelle toutes ses associations locales à faire de même. Pour avoir des détails et pour signer, aller sur le site d'Apheda :

<http://apheda.org.au/asbestos-open-letter/>

Le texte intégral de la lettre en français est sur le site de l'Andeva : andeva.fr

LES CONTACTS :

Kate Lee +61 420 293 083,

Sugio Furuya +818 030 246 201,

Phillip Hazelton +84 917 878 314

Lettre ouverte aux gouvernements et aux autres décideurs d'Asie

Cette lettre est signée par des chercheurs, des scientifiques, des médecins et des spécialistes de la santé au travail, associés à des représentants d'associations de victimes et d'organisations syndicales du monde entier. C'est un cri d'alerte sanitaire sur les dangers d'une épidémie de cancers à venir dans les pays d'Asie.

L'Asie représente à elle seule 75% de la consommation mondiale d'amiante

La lettre précise que « *la majorité des pays du monde a officiellement interdit l'amiante chrysotile ou a abandonné son utilisation industrielle en raison de l'héritage mortel qu'elle laisse aux travailleurs et à la population.* » En 2015, « *il n'y a que sept pays au monde à en avoir utilisé plus de 50 000 tonnes (Chine, Inde, Indonésie, Vietnam, Ouzbékistan, Russie et Brésil).* L'Asie est maintenant la dernière grande région du monde à consommer de l'amiante chrysotile, représentant, à elle seule, plus de 75% de la consommation annuelle mondiale».

Cesser d'utiliser l'amiante chrysotile

La lettre démonte un par un tous les arguments des publicistes de la fibre tueuse qui sévissent encore dans ces pays. Elle rappelle :

- que l'amiante chrysotile est classé depuis longtemps comme cancérogène avéré par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) ;
- que l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont dit que le moyen le plus sûr de protéger les travailleurs des maladies de l'amiante est de cesser d'utiliser toutes les variétés d'amiante ;
- qu'il est impossible de garantir « l'utilisation en toute sécurité » de l'amiante tout au long de la chaîne d'approvisionnement ;
- que le fardeau mondial des décès attribuables à l'amiante a été évalué par *Global Burden of Disease* à plus de 222 000 personnes 2016 ;
- que le prétexte « faible coût » des produits contenant de l'amiante ne prend en compte ni le coût des traitements, ni celui des vies humaines sacrifiées, ni celui du désamiantage ;
- qu'il existe des produits de substitution fiables ;
- que des procès ont déjà été engagés par des victimes contre des gouvernements qui n'ont pas su protéger la santé publique.

La lettre se conclut par la demande d'une « *action immédiate des gouvernements pour éliminer rapidement l'utilisation de l'amiante dans les matériaux de construction et interdire tous les types d'amiante dans tous les produits.* »